

## L'ATTACHÉE DE PRESSE QUI RUGISSAIT

► L'article de Jacqueline Denis "Empereur sur "les poubelles du nucléaire", paru dans notre dernier numéro, a ému les riverains des sites que le CEA et le BRGM ont sélectionnés pour y enterrer les déchets radioactifs ; il a aussi ému les autorités et les élus locaux que l'on s'était, semble-t-il, gardé de consulter (c'est en effet par *Science & Vie* qu'ils ont appris le projet). Il a enfin valu à notre collaboratrice Françoise Harrois-Monin la mésaventure suivante.

Journaliste, d'ailleurs étrangère à l'article en question, elle collabore aussi à une revue scientifique américaine pour laquelle elle se trouvait avoir besoin, une quinzaine de jours après la sortie de notre numéro, d'interviewer un physicien du CEA. Elle appelle donc le service de presse de cet organisme pour prendre rendez-vous et s'entend répondre en substance : « Ce n'est pas le moment... *psychologiquement*, étant donné le journal auquel vous appartenez, on ne peut pas demander aux gens du CEA de vous recevoir en ce moment... ».

*Psychologiquement* ! La douleur du CEA est encore trop vive ; la charité invite à ne pas la réveiller. Songez que *Science & Vie* a dit la vérité au public ! Ô temps, Ô mœurs ! La vérité ! Et en public ! Lui qui est notoirement incapable d'interpréter les divines paroles du CEA ! Alors que les attachés de presse des grands organismes publics sont justement là pour empêcher que de telles manœuvres aboutissent.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Notre collaboratrice obtient directement rendez-vous avec son interlocuteur et tout se passe fort civilement. Entre-temps, le rédacteur en chef de la revue américaine l'informe qu'une attachée de presse

(la même), vient de l'appeler de Paris pour lui tenir le discours surprenant dont voici la substance : « F. Harrois-Monin n'est pas une journaliste sérieuse, elle travaille dans une revue qui publie des erreurs (!) ».

Laissons le lecteur apprécier la démarche de l'attachée de presse. Le CEA tout entier s'y reconnaît-il ? Pour les nombreux amis que nous y comptons — et pour beaucoup d'autres — cela s'appelle "diffamation". Voilà où peut mener l'"excès de zèle" (qui était le pire des défauts quand l'employeur s'appelait Talleyrand).

Le bon sens ne dit-il pas que si des erreurs avaient véritablement été relevées, on aurait pu nous les signaler à nous-mêmes ? Comme nous avons toujours en notre possession le fameux rapport confidentiel qui a servi à notre article, il aurait été facile de vérifier tout cela de concert.

Ainsi, des serviteurs de l'Etat se comportent une fois de plus comme de petits féodaux qui s'estiment propriétaires des informations dont ils n'ont que la cure. Inutile de rappeler que c'est illégal : la loi du 17 juillet 1978 oblige l'administration à communiquer tout document en sa possession, à l'exception des documents nominatifs et de ceux qui intéressent la Défense nationale. Sans doute la dame attachée de presse l'ignorait-elle.

C'est aussi beau que du Labiche. Aussi ridicule que l'histoire du gardien de musée qui s'estime propriétaire de la Joconde, ou que celle du garde-barrière qui provoque un déraillement pour embêter sa belle-mère. Le mieux est d'en rire, car cela aura sans doute été aussi inefficace que les exemples cités plus haut.

Oct. 84 N° 805  
S.c. et Vie.

Nous allons cependant demander à M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, son avis sur la question.

Nous allons aussi inviter Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement, à y penser. Nous sommes persuadés qu'elle y pensera. Elle souhaitait encore aux RIENA, à Royan, jeudi 20 septembre, que tout au moins « une transparence » s'instaure entre les industries soupçonnées d'être polluantes et le public. Et nous profiterons de cette perche si adroitement tendue par l'attachée de presse du CEA pour demander publiquement par quel étrange privilège le nucléaire échappe à l'autorité du ministère de l'Environnement. s. & v.

(1) Dans le jargon du métier d'attaché de presse, le mot "erreur" désigne généralement (mais pas toujours) ce que le public, dans sa naïveté, appelle "vérité". C'est l'inversion du langage annoncée par Orwell dans 1984, justement !